

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026

COMMUNE DE PÉROLS

SOMMAIRE

1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

2. RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

3. HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

4. ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER – PROSPECTIVE

5. CONCLUSION

PRÉAMBULE

L'article L5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales rend obligatoire, pour les exécutifs des communes de plus de 3 500 habitants qui ont adopté la nomenclature M57, la présentation d'un rapport d'orientation budgétaire (ROB) à l'assemblée dans les 10 semaines qui précèdent l'examen du budget.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

Envoyé en préfecture le 09/12/2025

Reçu en préfecture le 09/12/2025

Publié le

ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE



1. LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
2. LE PROJET DE LOI DE FINANCES
POUR 2026
3. LE CONTEXTE LOCAL

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

1. LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

→ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL ET EUROPÉEN

La Banque Centrale Européenne (BCE) a stabilisé ses taux d'intérêt après une série de baisses estimant que l'inflation se situe autour de l'objectif à moyen terme de 2 %. La croissance qui devrait atteindre 1,2 % en 2025 est prévue à 1 % en 2026, en raison notamment de la morosité économique de l'Allemagne et en tenant compte de l'accord conclu en août 2025 avec les Etats-Unis fixant les droits de douane à 15 % sur la plupart des produits européens. L'inflation qui devrait s'établir à 2,1 % en 2025 est prévue à 1,7 % en 2026 et 1,9 % en 2027.

→ LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE NATIONAL

Le contexte national reste marqué par une instabilité politique, un endettement record (116 % du PIB en 2025 voire 120 % d'ici 2027 si aucune mesure budgétaire n'est prise). Ces incertitudes retentissent sur la croissance économique. La dégradation de la note souveraine de la France sur les marchés financiers qui augmente le coût de l'emprunt affaiblit la capacité de l'État à financer ses politiques.

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

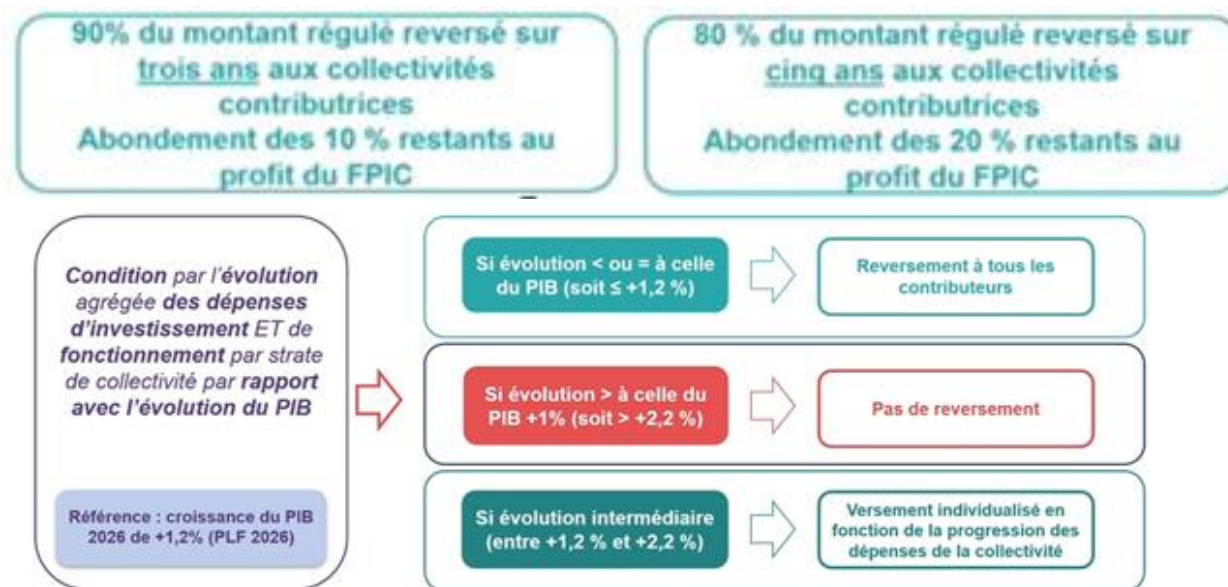
2. LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

→ PRÉSENTATION DES PRINCIPALES MESURES IMPACTANT LES COLLECTIVITÉS

- Maintien du prélèvement **DILICO** (dispositif de lissage conjoncturel) en 2026 et volume doublé : 1 Md€ à 2 Mds€.

Modification des règles de réversion entre 2025 et 2026 :

Modulation du reversement en fonction du comportement budgétaire des Collectivités :



NB : le DILICO est suspendu à l'adoption du projet de loi de finances 2026 (PLF 2026).

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

2. LE PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

→ PRÉSENTATION DES PRINCIPALES MESURES IMPACTANT LES COLLECTIVITÉS

- Ecrêtement de 25 % (coefficient de 0,75) de la **compensation au titre de la réforme des valeurs locatives des locaux industriels**.
- Poursuite de l'**augmentation de 3 points** de la **cotisation CNRACL** (Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales) soit 37,65 % (au lieu de 34,65 %).
- Création d'un **Fonds d'Investissement pour les Territoires** (FIT) en remplacement des dotations DETR, DSIL etc – guichet unique. Une enveloppe serait affectée à chaque département sur la base de la densité de population et des ressources afin de stabiliser les enveloppes d'une année sur l'autre.
- Diminution de - **43 %** du **Fonds vert** qui passe à 650 000 €.
- Recentrage du **FCTVA** sur l'investissement. Pour les EPCI, il serait versé en année N+1 au lieu de N soit une année potentiellement blanche.

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

3. LE CONTEXTE LOCAL

Le coefficient de revalorisation des bases par l'Etat n'étant pas connu à ce stade, l'hypothèse retenue pour le ROB en 2026B est de **+1,3 %** pour la **TFB** (taxe foncière) et **+1,5 %** pour la **THRS** (taxe d'habitation sur les résidences secondaires) et le foncier non bâti.

Les différents indicateurs (potentiel financier, revenu moyen des habitants) étant **supérieurs** aux moyennes nationales, la commune est classée «**commune aisée**». Ce qui signifie qu'elle est amenée à participer aux efforts financiers que peut lui imposer l'État et à voir ses dotations et subventions amputées.

En effet, ces indicateurs sont utilisés pour le calcul des éléments suivants : DGF (DSR, DSU, DNP), FPIC, filet de sécurité, et le dernier en date le « **DILICO** ».

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET LE PLF 2026

3. LE CONTEXTE LOCAL

Quelle que soit la gouvernance municipale en 2026, elle aura à faire face à trois dépenses nouvelles imposées par l'Etat :

- Le risque d'un prélèvement au titre du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités locales (DILICO) actuellement de 8 000 € est estimé à **275 000 €** (soit + **267 000 €** / à 2025) ;
- Le risque d'un sur-carencement au titre de la pénalité SRU actuellement de 164 000 € est estimé à 500 000 € (soit + **336 000 €** / à 2025) ;
- Les 3 points de CNRACL cumulés sur 3 ans sont estimés à **300 000 €** (soit + **100 000 €** en 2025, + **100 000 €** en 2026 et + **100 000 €** en 2027) ;
- Les finances de la ville auront à supporter **710 000 €** de **dépenses supplémentaires imposées par l'État**.

RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

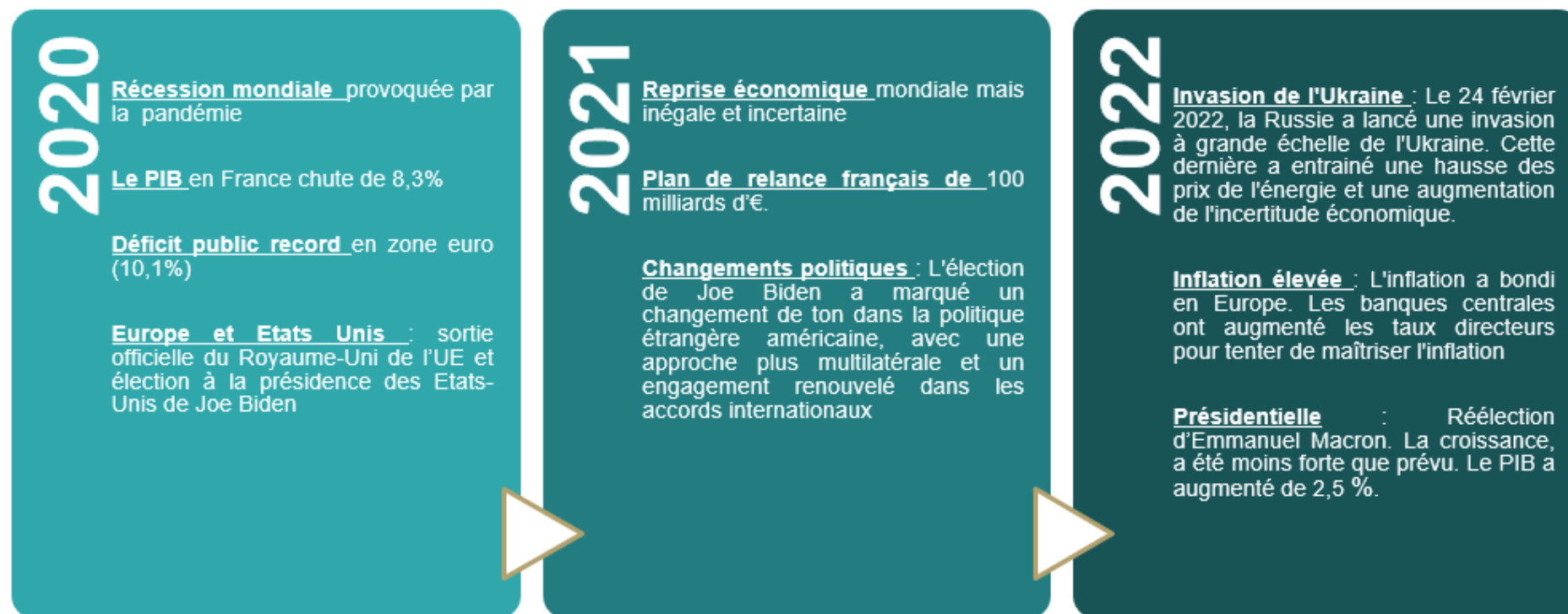


RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 09/12/2025
Reçu en préfecture le 09/12/2025
Publié le
ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE

1. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Le contexte international 2020-2022 : pandémie mondiale et guerre en Ukraine





RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 09/12/2025
Reçu en préfecture le 09/12/2025
Publié le
ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE

1. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Le contexte international 2023-2024 : escalade des tensions sur la scène internationale, instabilité





RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 09/12/2025
Reçu en préfecture le 09/12/2025
Publié le
ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE

1. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Impact sur les collectivités : un début de mandat 2020-2022 marqué par la covid et les réformes fiscales

2020

- Revalorisation forfaitaire des bases à 1,2%.
- Abondement exceptionnel de la DSIL à hauteur de 950M€.
 - Instauration d'une aide exceptionnelle pour faire face aux pertes des recettes fiscales liées à la crise du Covid.
- Extension des dépenses éligibles au FCTVA pour le fonctionnement
 - La fin des tarifs règlementés d'électricité et de gaz pour les collectivités dès le 1^{er} décembre 2020. (Loi Energie Climat, 2019)

2021

- Revalorisation forfaitaire des bases : 1,2%
- Exonération de 50% des bases des locaux industriels
 - Suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales
- Modification des règles de liens entre les taux pour accompagner la suppression de la TH
- Mise en place du coefficient correcteur
- Mise en œuvre progressive de l'automatisation du FCTVA

2022

- Revalorisation forfaitaire des bases : 3,4%
- Réforme des indicateurs financiers et mécanisme de lissage dans leur prise en compte (2022-2028)
- Hausse du point d'indice : + 3,5 % au 1^{er} juillet
- Mise en place du filet de sécurité au sein du bloc communal pour accompagner les hausses de prix et la revalorisation des salaires
 - Instauration d'un bouclier tarifaire sur l'électricité



RÉTROSPECTIVE FINANCIÈRE

1. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Une fin de mandat 2023-2025 marquée par le contexte inflationniste et l'instabilité politique

2023

- Revalorisation forfaitaire des bases : 7,1%
- Abondement à hauteur de 320 M€ de la DGF du bloc communal
- Création d'un Fonds vert de 2 Md€ dans le cadre de la transition écologique
- Hausse du point d'indice de la fonction publique : + 1,5 % au 1er Juillet
- Reconduction du filet de sécurité
- Suppression de la CVAE

2024

- Revalorisation forfaitaire des bases : 3,9%
- Abondement de la DGF, concentré sur le bloc communal
- Elargissement de la liste des communes en zone tendue, permettant la mise en place de la majoration de THRS
- Fiscalité des résidences secondaires et dérogations à la règle de lien

2025

- Revalorisation forfaitaire des bases : 1,7%
- Création d'un DILICO : Avec pour objectif d'associer les collectivités à un effort de redressement des finances publiques
- Retour de l'écêtement sur la DF et abondement des dotations de péréquation
- Révision du principe de révision de progression de la fraction de TVA
- Hausse des cotisation CNRACL
- Nouveau gouvernement, une Loi de finances 2026 retardée

PROSPECTIVE FINANCIÈRE 2026

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT
2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
3. L'INVESTISSEMENT



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

La construction du ROB se base sur les **lignes directrices** suivantes :

- Dans l'attente des élections :
 - Budget de fonctionnement : hors projet de loi de finances (DILICO estimé à **275 000 €**) et hors surcarencement loi SRU (estimé à **500 000 €**) ;
 - Stabilité des recettes de fonctionnement ;
 - En investissement poursuite des projets déjà initiés, hors programme post-électoral.

- **La reprise des résultats** s'effectuera postérieurement aux élections suite au vote du **CFU** et donnera lieu à un **budget supplémentaire**.

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

→ LA FISCALITÉ

Les hypothèses retenues pour la prospective sont les suivantes :

Pas de hausse des taux d'imposition.

Pour mémoire les taux votés par la commune s'établissent à :

- Foncier bâti : **52,82%**
- Foncier non bâti : **65,00%**

Un **coefficient de revalorisation de 1,3%** (par décision de l'Etat) a été retenu pour la prospective de taxe foncière et de 1,5 % pour les autres taxes soit **12 808 000 €** de produit attendu. En effet, le poids des personnes morales dans les contributions est élevé à Pérois.

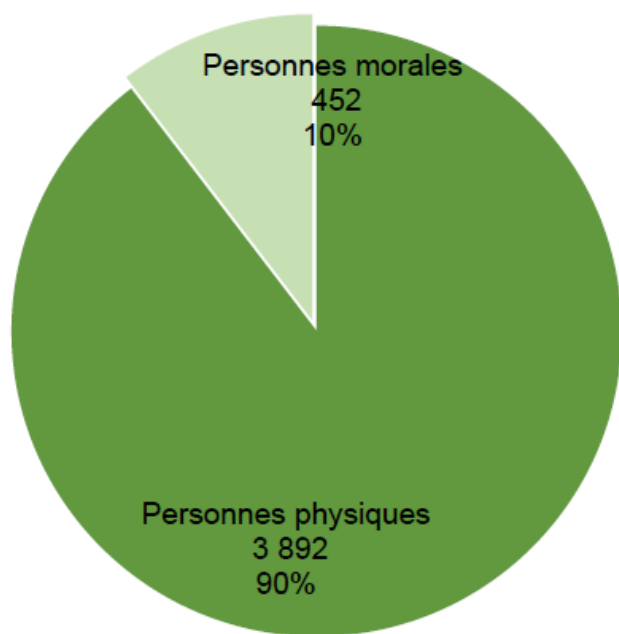


HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

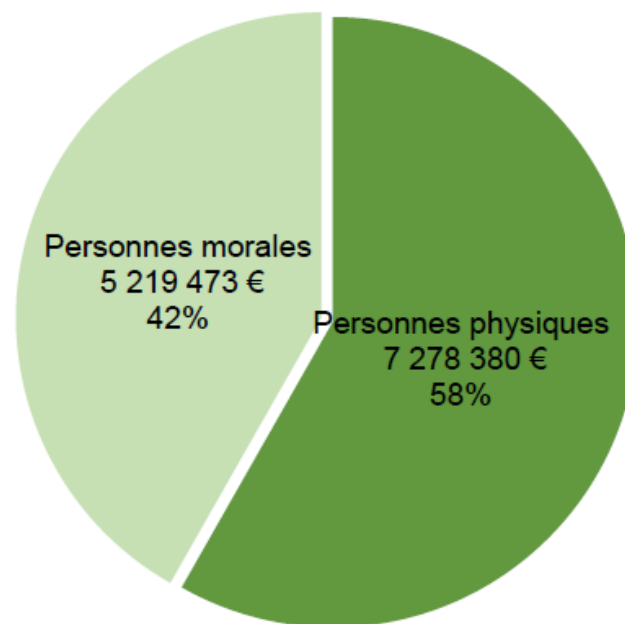
Répartition de la TFB par nature juridique (données 2025)

Les personnes physiques sont les contribuables dont le nom commence par Monsieur "M" et/ou Madame "MME".

Les personnes morales sont tous les autres contribuables (entreprises, associations, SCI, etc ...).



Nombre de contribuables TFB selon leur nature juridique



Poids des cotisations TFB selon la nature juridique des contribuables

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

Envoyé en préfecture le 09/12/2025
Reçu en préfecture le 09/12/2025
Publié le
ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE

Contribuables dominants de TFB supérieure à 100 000 €

. En **2014** :

- 10 contribuables
- contribution fiscale : **2 492 453 €**

. En **2020** :

- 13 contribuables
- contribution fiscale : **3 304 559 €** soit + 812 106 €

. En **2025** :

- **15** contribuables
- contribution fiscale : **3 931 135 €** soit + 1 438 682 € / à 2014

L'attractivité de la commune génère l'installation de nouveaux acteurs économiques qui contribuent à la dynamique des recettes permettant d'assurer des services de qualité à la population.

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

→ IMPÔTS ET TAXES

- **FPIC** (Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal) : **95 000 €** ;
- **DSC** (Dotation de solidarité communautaire) : **13 000 €** (stable) ;
- **Taxe sur l'électricité** : **320 000 €** (+ 20 000 € suite à la hausse des taxes) ;
- **Taxe additionnelle aux droits de mutation** : **800 000 €** (reprise du marché) ;
- **Impôt sur les spectacles** : **116 000 €** (stable) ;
- **TLPE** (Taxe Locale sur la Publicité Extérieure) : **100 000 €** (réduite du périmètre du Fenouillet).



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

→ LES DOTATIONS

- **La DGF** (Dotation Globale de Fonctionnement) et ses 3 composantes :
 - **Dotation forfaitaire** de base : **0 €** (estimation)
 - **DSR** (Dotation de Solidarité Rurale « péréquation ») : **164 000 €** (+5% par an)
 - **DNP** (Dotation Nationale de Péréquation) : **16 000 €** (stable)
- **Les autres dotations** (compensations fiscales, location du gymnase au Département, mise à disposition de locaux à la Métropole, frais de mise sous pli et d'assemblée liés aux élections municipales, remboursement des charges de CNRACL par les délégataires des crèches et du centre de loisirs, prestation de coordination versée par la CAF) sont estimées à : **261 000 €**.

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

1. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

→ LES AUTRES PRODUITS

- . **Les autres produits de gestion courante** sont constitués des loyers, refacturation des repas au centre de loisirs, redevances des DSP, refacturation de l'excédent DSP crèche, subvention de la Métropole pour l'école de Musique et des recettes exceptionnelles (non valorisées à ce stade) pour **254 000 €**.
- . **Les produits des services** sont estimés à **633 000 €** - La commune maintient sa volonté de ne pas augmenter les tarifs des **crèches**, du **centre de loisirs**, du **restaurant scolaire** et de **l'école de musique**, pour la 13^e année consécutive.
- . **Les atténuations de charges** : la commune a décidé en 2023 de passer en auto-assurance, après étude des cotisations versées à l'assurance du personnel et des recettes perçues. L'évaluation pour 2026 est effectuée en fonction des accidents et longues maladies déjà déclarés au titre des anciens contrats soit **130 000 €**.



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

→ CONSTRUCTION DE LA PROSPECTIVE

Hypothèses retenues :

Charges à caractère général : 4 200 000 € (+1%)

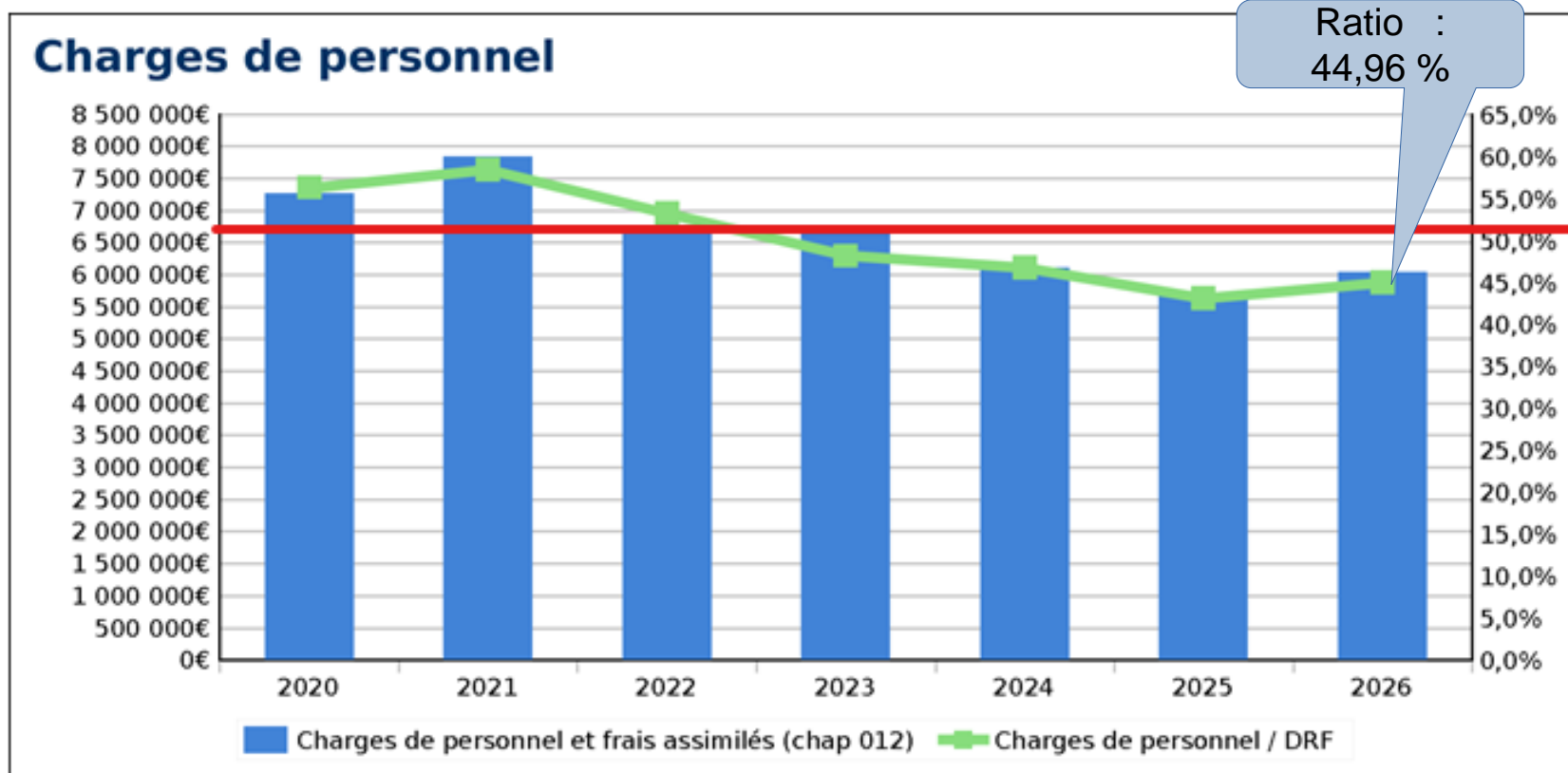
- **Révision à la baisse des tarifs de l'électricité** : - 12 % sur les contrats d'électricité dans le cadre du groupement d'achat Hérault Energies et passage d'un prix moyen de 359,45 € ht/MWh à 203,24 €ht/MWh (soit -43%) dans le cadre du contrat ENGIE suite à la souscription du nouveau tarif d'électricité,
- **Diminution des frais d'entretien des locaux** suite à la souscription du nouveau marché,
- **Augmentation des frais d'entretien de bâtiments et d'espaces verts, hausse anticipée des assurances + dommage ouvrage sur travaux.**
- Sont inclus dans la prospective la poursuite de l'expérimentation sur la tenue unique et la reprise du transport scolaire vers les piscines antérieurement assuré par la Métropole : **+ 100 000 €.**



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

→ CONSTRUCTION DE LA PROSPECTIVE : 012





HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

→ CONSTRUCTION DE LA PROSPECTIVE

- **Charges de personnel : 6 040 000 € (+5,6 %)**
 - **CNRACL** (augmentation cotisation de 3 points) : **+ 100 000 €**
 - **URSSAF** (augmentation cotisation 9,88% au lieu de 8,88%) : **+ 23 000 €**
 - Elections municipales et mise sous pli : **+ 50 000 €**
 - Remplacement de départs en retraite : **+ 50 000 €**
 - **FNC , FIPHP, Mutuelle/Prévoyance** (participation de l'employeur) : **+ 15 000 €**
 - **GVT** (Glissement Vieillesse Technicité - hypothèse 1,2% par an) : **+ 70 000 €**
 - Activation de la **mobilité interne** et la polyvalence sur les secteurs par des cycles de formation et le renfort de la transversalité entre pôles et services : **+ 15 000 €**

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

→ CONSTRUCTION DE LA PROSPECTIVE

Autres charges de gestion courante : 1 806 000 € (+ 6%)

- **DSP** (compensation pour les DSP) : **1 020 000 €** (crèches : 179 000 € ; ALSH : 811 000 € ; complexe sportif Marius Vitou : 30 000 €)
- **Associations** (Soutien / Subventions) : **260 000 € (+ 40 000 €)**
- **CCAS** (Stabilité de la participation de la commune) : **190 000 €**

- **Atténuations de produits** chapitre 014 : **1 126 000 € (+ 6 %)**
- **DILICO** reconduit à l'identique de 2025 dans l'attente de la loi de finances définitive : 8 000 €. Il pourrait être porté à 275 000 €
- **Attribution de compensation** incluant le BIT : **994 000 €**
- **Amende loi SRU estimée à 160 000 €** en l'attente de précisions sur le nouveau plan trienal – en cas de surcarencement elle pourrait être portée à **500 000 €**
- Prise en compte des **versements de FPS** à la métropole en hausse.

HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

2. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

→ Poursuite des DSP des crèches et ALSH

Subventions d'équilibre des 2 DSP Enfances : 990 000 €

Dépenses :

- Charges de personnel (50 ALSH, 9 Pitchoun, 23 Perrault) : - 2 870 000 €
- Charges de fonctionnement (Eau/NRJ/entretien/resto...) : - 950 000 €
- Total Charges : - 3 820 000 €

Recettes :

- Prestations C.A.F. : + 1 090 000 €
- Participations des familles : + 724 000 €
- Coût total si REGIE MUNICIPALE : - 2 010 000 €
- Coût total DSP (subventions d'équilibre des 2 DSP) + 990 000 €
- **Economie annuelle** pour la commune : **1 020 000 €**

A mobiliser dans le budget en cas de retour en régie directe



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

3. L'INVESTISSEMENT

CONSTRUCTION DU PPI

2026

2027

2028 et suivantes

Opérations courantes

900 000 à
1 000 000 €

900 000 à
1 000 000 €

900 000 à
1 000 000 €

ACI VOIRIE

1 103 000 €

1 103 000 €

1 103 000 €

Opérations hors
AP/CP

1 617 000 €

Investissements structurants

Opérations en AP/CP

Projets neufs : études pré-opérationnelles et opérationnelles 890 000 €

Travaux structurants 4 440 000 €



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

3. L'INVESTISSEMENT

DÉTAIL DES OPÉRATIONS COURANTES 967 000 €

ECOLES
150 000 €

CIMETIÈRE
150 000 €

INVESTISSEMENTS LIES AU FONCTIONNEMENT
COURANT DES SERVICES (informatique, mobilier
et matériel, ...)
292 000 €

BÂTIMENTS ET ESPACES PUBLICS
375 000 €



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

3. L'INVESTISSEMENT

DÉTAIL DES PRINCIPALES OPÉRATIONS 2026 (hors AP/CP) 1 617 000 €

Local Boulodrome 450 000 €	Église : clocher, rosace, orgue 445 000 €	Aménagements de nouveaux espaces verts : 250 000 € (parc de la Jeannotte, cave coopérative...)	Foncier 121 000 €	Ateliers d'artistes 135 000 €	Divers (véhicules/ façades, vidéoprotection, maîtrise d'oeuvre...) 216 000 €
----------------------------------	---	--	--------------------------	---	--

Recettes envisagées : demandes de subventions et mécénat (ces éléments ne sont pas pris en compte dans la prospective) – autofinancement et emprunt d'équilibre.



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE

3. L'INVESTISSEMENT

DÉTAIL DES OPÉRATIONS ESPACES PUBLICS 2026 – ACI VOIRIE 1 103 000 €

Grand Rue (entre avenue des Levades et rue François Derosi) 190 000 €	Avenue de Montpellier / Avenue Marcel Pagnol - RM21E6 100 000 € (Total 1 000 000 €)	Parc des Adrets 113 000 €	Route de Lattes/ route de Pérols - RM132 500 000 € (Total 1 800 000 €)	Rue de Bône 200 000 € (Total 1 300 000 €)	Plan Eclairage Public 300 000 € (Total 2 000 000 €)
--	--	-------------------------------------	--	--	--



HYPOTHÈSES DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE


3. L'INVESTISSEMENT

→ FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les recettes sont principalement constituées par :

- Le **FCTVA** (Fond de Compensation de la TVA) de l'année N-1,
- La part de la **taxe d'aménagement** perçue par la Métropole,
- La **dotation aux amortissements**,
- Le **virement de la section de fonctionnement**,
- La recherche active de **subventions, fonds de concours et mécénat** auprès des partenaires,
- Le **recours à l'emprunt**.

FINANCIER – PROSPECTIVE

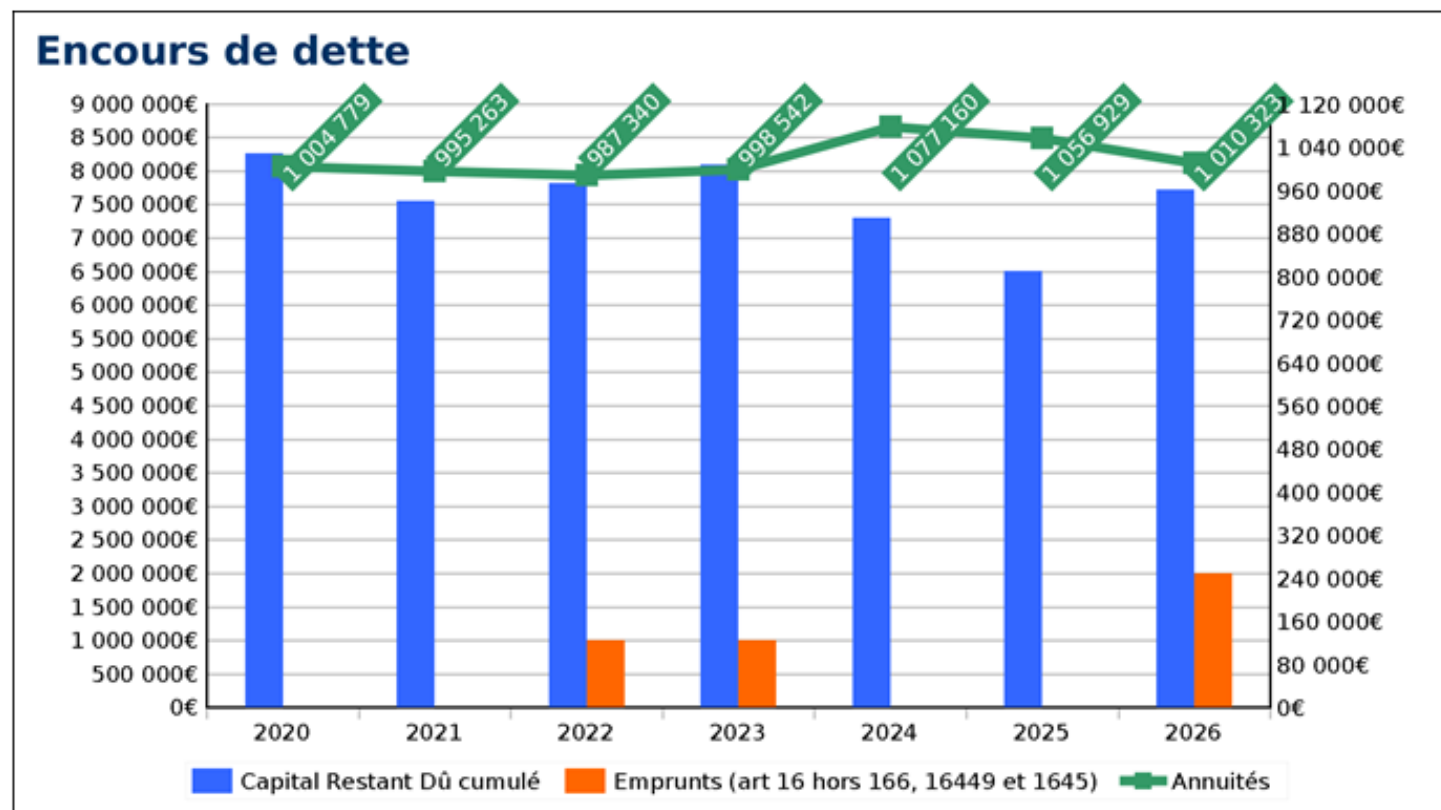
- 
1. HYPOTHÈSES D'ENDETTEMENT
 2. LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE
 3. LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT
 4. LES ÉPARGNES



ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

1. HYPOTHÈSES D'ENDETTEMENT

→ RECOURS A L'EMPRUNT

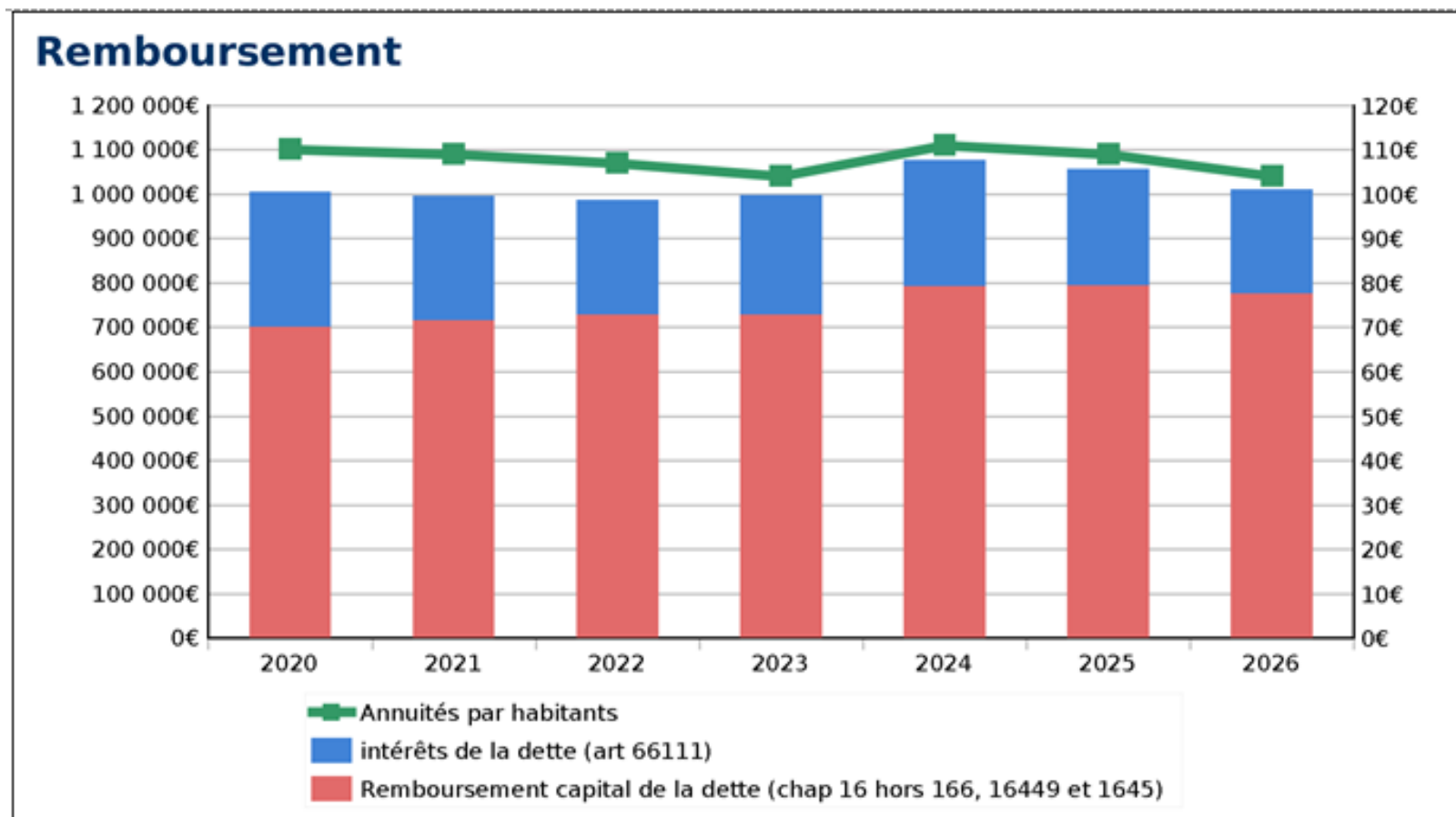


Hypothèse
2 000 000 €
en 2026



ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

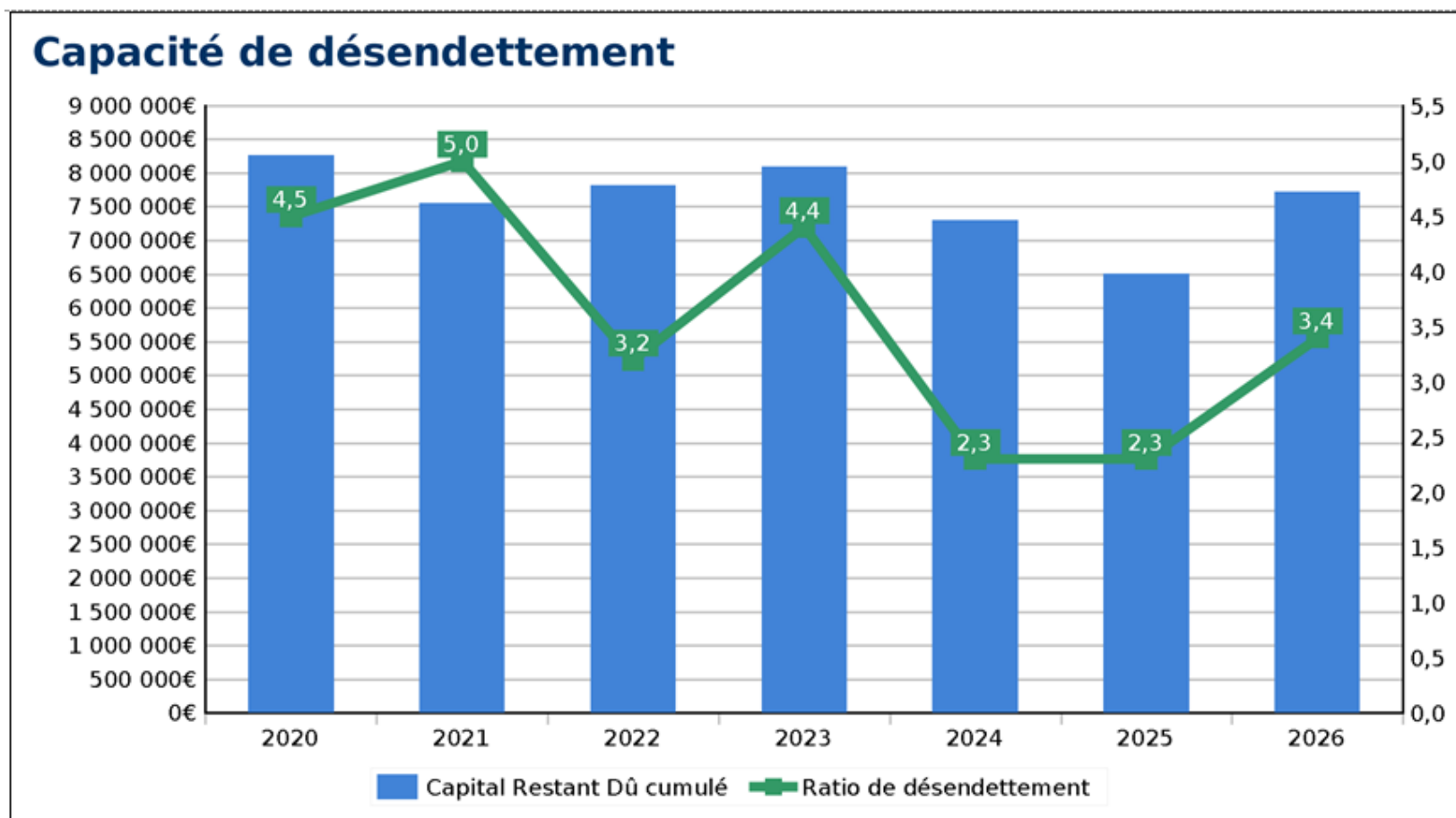
2. LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE





ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

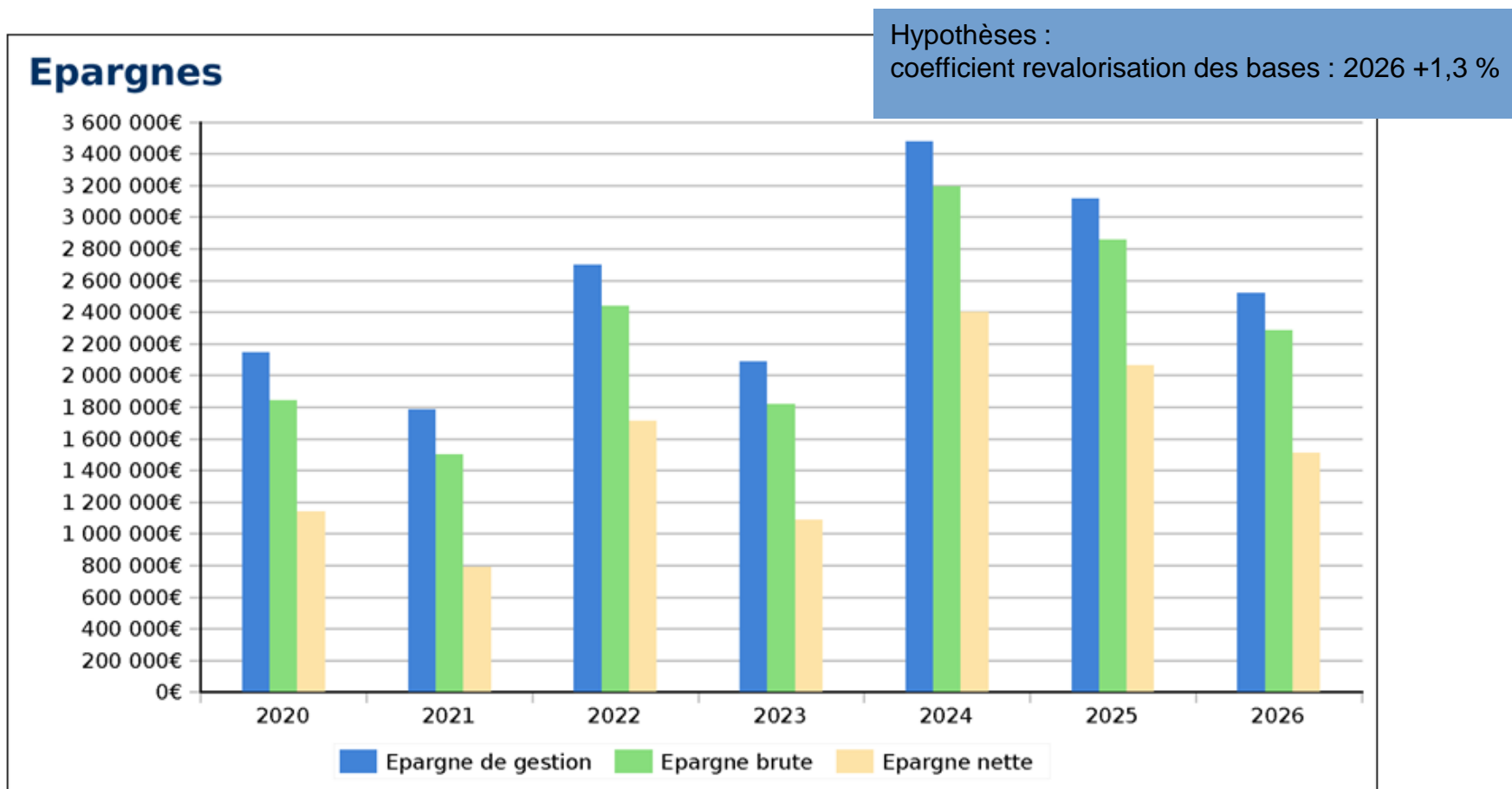
3. LA CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT





ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

4. LES ÉPARGNES



CONCLUSION



CONCLUSION

Sur la période 2020-2025 la commune de Pérols a maintenu une situation financière favorable, en dépit du contexte économique et politique national contraint qui a affecté les dépenses de fonctionnement de la ville, en particulier le 011 et le 012 (hausse du point d'indice, de l'énergie...).

La dynamique des dépenses de fonctionnement (+0,5%) est inférieure à celle des recettes de fonctionnement (+0,8%). La ville n'a pas appliqué d'augmentation des taux d'imposition, la maîtrise des dépenses de fonctionnement ayant permis de garder un bon niveau d'autofinancement.

Par conséquent, les épargnes sont restées globalement stables et le taux d'épargne brute est supérieur à 8 %, seuil recommandé par la Chambre Régionale des Comptes. L'encours de la dette a très peu évolué et est même en légère baisse malgré une très faible part de subventions perçues pour financer les investissements de la commune, cette dernière étant classée comme commune aisée. La commune a gardé un bon niveau de solvabilité et de liquidité.

Ce bilan donne de bonnes marges de manœuvres à la future gouvernance, sous réserve des mesures de la loi de finances 2026 et notamment du DILICO ainsi que du risque de surcarencement au titre de la loi SRU qui pèse sur la commune.

Envoyé en préfecture le 09/12/2025

Reçu en préfecture le 09/12/2025

Publié le

ID : 034-213401987-20251204-2025_12_04_11-DE



MERCI À TOUS



PORTE D'OR
DE LA CAMARGUE

*Pérols met l'accent
sur les finances !* | **Pérols**